

## Histoire de l'EUROPE

### *Entre les deux guerres :*

#### Contexte international :

*Les impérialistes<sup>1</sup> rivaux (États Unis, l'Angleterre, la France) ont besoin d'une intégration des différents marchés nationaux pour leur permettre de se déployer plus facilement. L'Allemagne vaincu ne peut pas payer et les États-Unis ont besoin de ses débouchés*

**1925 : L'accord de Locarno** (Suisse) entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, qui visent à assurer la sécurité collective en Europe et les frontières de l'Allemagne, offre un cadre sécurisant aux investisseurs.

**C'est la première phase de la « construction européenne »**

Les dynasties sidérurgiques (De Wendel...) vont pouvoir faire des politiques d'entente ( dès 1926, Cartels internationaux de l'acier - les ancêtres de la CECA -)

*Avec la crise de 1929, la France, pour limiter sa dépendance des États-Unis, se rapproche de l'Allemagne, qui prépare la guerre. Le monde politico-industriel le sait, mais pas les populations.*

**« le problème n'est pas la future guerre,  
mais le danger social et le dumping russe »**  
disait Quenet à Bâle

Avant guerre, la collaboration **entre capitalistes allemands et français** va bon train.

### *La période de la guerre 1940 à 1945.*

- Cette collaboration des industriels et des banquiers **entre capitalistes allemands et français** continue. Les Cartels sont remaniés, des associations de capitaux se font en Suisse. **L'économie de guerre génère des profits fabuleux.**
- Dès l'entrée en guerre des États-Unis, « les capitalistes » se rendent compte que l'Allemagne ne serait pas vainqueur. En mai 1943 à la Banque de France on discutait déjà des accords de Bretton Woods

---

1 Le mot « **impérialiste** » est pris ici dans son acception de l'époque du début du XXème siècle, c'est à dire « **pays capitalistes qui ne peuvent plus se contenter de leurs marchés intérieurs pour écouler marchandises et capitaux** ». Annie Lacroix-Riz

Pour cette première partie, je me suis aidé des travaux de

- **Annie Lacroix-Riz** agrégée d'histoire, « **Le choix de la défaite** » chez Armand Colin et
- **Marc Raoul Jennar**, Docteur en Sciences Politiques, d'origine belge, sur son blog :  
« **D'étranges pères fondateurs de l'Europe** » ( <http://www.jennar.fr/?p=2622> )

## Après guerre : la question se pose de l'organisation de l'Europe

### Contexte international :

**Économique :** L'Europe est exsangue, il faut tout reconstruire.

Sous l'influence des idées de **Keynes** [relance économique par les Etats],

- ✚ En 1944, « **Accord de BRETTON WOODS** » crée le « **Fond Monétaire International** » et la « **Banque Mondiale** » sous l'égide des Nations Unies
- ✚ En 1948 GATT (Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce) Il a servi, depuis cette date à réduire les droits de douane **sur les produits manufacturiers** ( marchandises uniquement)

**Politique :** **Les accords de Yalta**

- ✚ **Politique des Blocs** ( affrontement de deux « modèles » de société)  
Accord sur la division de l'Europe entre les deux blocs.
- ✚ où les états européens participent à **L'OTAN** (Traité de l'Atlantique Nord)  
conduit par les États-Unis : 1949

Dans ce contexte, l'EUROPE apparaît

- ✚ **comme un moyen de réaliser cette aspiration à la « réconciliation et à la Paix »,**
- ✚ **La relance économique** en Europe apparaît comme un **moyen d'éviter une révolution sociale.**

**1950 Schuman**<sup>2</sup> ministre des affaires étrangères, inspiré par **Monnet**<sup>3</sup> commissaire au Plan, propose de gérer communément les industries nécessaires à la guerre.

**1951 Traité de Paris** fonde la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA)

**1952** échec de la Communauté Européenne de Défense (CED)

---

2 **Schuman** : Robert Schuman, après des études de droit à Bonn, Berlin, Munich et Strasbourg, devient avocat à Strasbourg et citoyen Français en 1919. Il est élu député de la Moselle en 1919. C'est avant tout l'homme du Comité des Forges, des De Wendel, des Schneider et des Laurent. Parlementaire catholique ultra conservateur et anti-laïque, il combat les réformes du Front Populaire. Il applaudit en 1938 aux Accords de Munich. En juin 1940 il est maintenu par Pétain au poste de Sous-secrétaire d'État aux Réfugiés et en juillet il vote les pleins pouvoirs à Pétain. Il est arrêté et fait prisonnier pendant 7 mois. Puis placé en résidence surveillée, il s'évade et se cache pendant le reste de la guerre. A la libération, ce produit de Vichy est frappé d'indignité nationale et d'inéligibilité. Mais le clergé et le Vatican interviennent en sa faveur auprès du G.de Gaulle. Un non lieu est prononcé par la Haute Cour le 15 septembre 1945 et il reprend ses activités politiques... En 1949 il est Ministre des Affaires Étrangères et 1950 en collaboration étroite avec Jean Monnet il prononce la déclaration du 9 mai qui est à l'origine de la CECA. (Source : **Marc Raoul Jennar**)

## 6 États fondent la future Europe : RFA, France, Italie, Belgique, Pays Bas, Luxembourg

une assemblée parlementaire débute en sept 1952 à Strasbourg

Pour éviter que la compétition entre les puissances capitalistes Européennes, ne provoque une nouvelle guerre en Europe, faisons en sorte que les intérêts économiques des États européens belligérants soient étroitement liés. (concentration du capital)

Les guerres continuent dans les colonies : Indochine – Vietnam, Algérie, ....

**1957 Traité de Rome** traité instituant ( 6 états 142 députés)

- o Communauté Economique Européenne(CEE) : autour de la « *libre concurrence* »  
« *où la concurrence est libre et non faussée* »
  - Mise en place progressive d'un « **Marché Commun** » avec suppression des droits de douane entre les membres, tarifs douaniers communs vis à vis de l'extérieur,
  - Règles communes dans des domaines comme l'agriculture, les transports, la concurrence,....
- o Communauté Européenne pour l'Énergie Atomique : **Euratom**

**Leurs directions, de nature technique, sont dotées de pouvoirs supranationaux échappant à tout contrôle démocratique : Négociations intergouvernementales sans contrôle parlementaire ( le Parlement Européen dont les membres sont délégués par les parlements nationaux (142 députés), n'a aucun pouvoir.)**

**1958 Union douanière** élimination des derniers droits de douane, et mise en place du tarif extérieur commun

Les Institutions souhaitées par les E.U. entre les deux guerres

L'Europe va se mettre en place progressivement d'une manière pragmatique,  
↳ autour du « **Marché** »  
↳ d'une organisation dirigée par les ETATS membres

**1962**

- ↳ **Politique Agricole Commune**  
(48 à 50% du budget, 27% des PIB des pays de l'Union)
- ↳ **Politique de Fonds Structuraux et Régionaux**

- 3 **Monnet** : négociant en spiritueux a fait fortune aux États Unis dans le contexte trouble de la prohibition. En 1940 c'est un financier international qui conseille divers gouvernements. Après la capitulation il est à Londres Il rédige en 1943 une note à l'attention de Roosevelt où il parle de De Gaulle « *c'est un ennemi du peuple français et de ses libertés; c'est un ennemi de la construction européenne, en conséquence il doit être détruit dans l'intérêt des français* » Néanmoins après guerre il est nommé Commissaire au plan et favorise les idées libre-échangistes. Avec l'appui et sous la pression des E.U (menace de suspension du Plan Marshall) il lance l'idée de la CECA, il en sera le premier président. (Source : **Marc Raoul Jennar**)

Dans les années 60-70 : accord d'association avec la Grèce 1961 (gelé pendant la dictature), 1963 la Turquie, 1970 : Malte, 1972 Chypre

### 1965 : Traité de fusion ou de Bruxelles

bases des **Institutions Actuelles** : avec la *Commission*, le *Conseil des ministres*, le *Parlement Européen*, la *Cour de justice*

*De Gaulle quitte le pouvoir en France en 1969*

1973 élargissement **Royaume Uni, Irlande, Danemark** ( 9 états 198 députés)

1974 Conseil Européen, principe du **Parlement élu au suffrage Universel**

1975 accord de LOME I ( Togo) associant la CEE et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (**ACP**)

- ↳ libre accès pour la plupart des produits industriels et agricoles en contre partie
- ↳ stabilité des recettes d'exportations des pays ACP pour certains produits agricoles

1978 **Système Monétaire Européen**

l'ECU devient l'unité de compte européenne

Juin 1979 : **Première élection du Parlement au Suffrage Universel ( 410 députés )**

janvier 1981 : Entrée de **la Grèce** ( 10 états 434 députés)

Contexte économie politique international :

*L'approche économique de **Milton FRIEDMAN**, expérimenté au CHILI sous Pinochet va remplacer l'approche **Keynésienne***

*Soutenue par l'administration Reagan au Etat Unis et Margaret Thatcher au Royaume Unis, cette approche, **appelée « Consensus de Washington »**, sera adoptée en Europe et imposée par le FMI et la Banque Mondiale à l'ensemble des pays en difficultés économiques*

**Cette approche socio-économique va s'imposer et organiser la « mondialisation libérale »**

juin 1984 : 2<sup>ème</sup> élection du parlement Européen  
Jacques DELORS président de la commission de 1985 à 1995

1984 traité instituant « **l'Union Européenne** »

- o élargir le champ de compétence de la Communauté
- o renforcer sa légitimité démocratique

1985 traité de **Schengen** abolit le contrôle au frontières entre les pays membres de la Communauté Européenne

1986 Adhésion de **l'Espagne et du Portugal** ( 12 états 518 députés)

1986-87 : **Acte Unique Européen** : aller vers un **marché intérieur unifié** au 31 12 1992

« **libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux** »

- o pour une coopération en matière de politique étrangère
- o actions communes renforcées dans des domaines comme l'environnement, la recherche, la cohésion économique et sociale
- o renforcement des pouvoirs du Parlement (« l'avis conforme »)
- o le Conseil peut décider à la majorité qualifiée (et non unanimité), dans certains domaines.

5 directives  
sociales en 40 ans

Entrée en vigueur : le 1 juillet 1987

1986 Adhésion de l'Espagne et du Portugal ( 12 états 518 députés)

un vote à la majorité qualifiée du Conseil des ministres

**chute du mur de BERLIN** fin 1989

*la Politique des Blocs, née des accords de Yalta n'a plus lieu d'être*

La CEE lance un programme d'aide aux pays d'Europe centrale et orientale

des accords sont signés avec les ex-pays de l'Est, (Hongrie, Pologne (1991) Bulgarie, Roumanie, Slovaquie, République Tchèque (1993) Estonie, Lettonie, Lituanie (1995), Slovénie(1996)

et des demandes d'adhésion ont lieu Turquie (1987), Malte et Chypre (1990) Hongrie, Pologne (1994)

juin 1989 : 3<sup>ème</sup> élection du parlement Européen

1992 **traité de Maastricht** crée l'**Union Européenne**

- mise en place de l'**Union Economique et Monétaire avec l'Euro** comme monnaie et la **Banque Centrale Européenne**  
Marché commerce ( à la majorité)
- **Politique Etrangère et de Sécurité Commune** (décision à l'unanimité)
- Ebauche d'un espace de « sécurité-justice » commune (politique de visas)
- subsidiarité et codécision dans certains domaines

juin 1994 : 4<sup>ème</sup> élection du parlement Européen  
Jacques SANTER président de la commission de 1995 à 1999

1995

## Adhésion de l'Autriche, la Finlande et la Suède

### Contexte international :

**1994** le « **Traité de MARRAKECH** » qui décide de créer l'OMC (**Organisation Mondiale du Commerce**)

Un changement majeur : L'OMC vise la « **libéralisation de l'ensemble du commerce mondial** » (pas seulement les marchandises).

### **1995** Adhésion de l'Autriche, la Finlande et la Suède

Projet de négociation d'un **Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI)** dans le cadre de l'OMC<sup>4</sup>

Les pays du tiers monde refuse cet accord. L'OCDE le reprend à son compte.

**1998** **Mobilisation internationale** contre cet accord. Jospin annonce à l'Assemblée Nationale le retrait de la France des négociations. C'est l'échec de l'AMI

**1999** **SEATTLE (USA)** : rencontre de L'OMC dont l'objet est l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS),

- Manifestation internationale d'opposition à la « marchandisation » du monde
- aucun accord n'est signé (Échec)

Naissance du **mouvement altermondialiste**  
avec, en 1998, naissance d'ATTAC, et la mise en place des Forum Sociaux,...

### 1997 Traité d'Amsterdam

- prévoit l'élargissement de l'Union
- coopération renforcée entre certains pays
- pacte Européen pour l'emploi stratégie commune pour la promotion d'emploi élevé
- **Politique Etrangère et de Sécurité Commune** renforcement de l'Union
- + de pouvoir au Parlement

juin1999

5<sup>ème</sup> élection du parlement Européen

Romano PRODI président de la commission de 1999 à 2004

---

4 Les entreprises peuvent faire condamner les États qui s'opposeraient à leur installation sur leurs territoires

**2000** : la **stratégie de Lisbonne** est adoptée par le Conseil Européen de mars 2000  
Elle fixe des orientations pour **faire de l'Union Européenne l'avant garde de l'OMC**

28 objectifs à atteindre par chaque gouvernement des 25 pays

- « accélérer la libéralisation [de services publics] « tels que gaz, électricité, les services postaux, les transports » **privatisation de les services publics**
- « l'élimination de l'entrave aux services » **réforme de la Sécurité Sociale**
- « moderniser » la protection sociale notamment en
- « supprimant les obstacles à l'investissement dans les fonds de pension » **réforme des retraites**
- « réduire le niveau général des aides d'État » **diminution des impôts**
- « réduire la pression fiscale qui pèse sur le travail » **CNE, CPE, Loi El Khomri...**
- « relever le niveau d'emploi » **retarder l'âge du départ en retraite**

2001 **Traité de Nice** ( décembre ) : Une réforme du Système décisionnel  
Ce traité « lève le dernier obstacle formel à l'élargissement » dit le Parlement Européen

- Rééquilibre les pouvoirs entre les États en vue de l'élargissement :
  - Sièges au Parlement
  - Pondération des voix au Conseil des ministres (pour les votes à la majorité)
  - Composition de la Commission Européenne
- Proclamation de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union

2001 « **déclaration de Laeken sur l'avenir de l'Union Européenne** »

**Suite aux tensions rencontrées lors des traités d'Amsterdam (1997) et de Nice (2001),**  
le Conseil Européen décide la mise en place d'une **Convention** chargée d'élaborer « au consensus » un projet de **Constitution Européenne**

juin 2004 : 6<sup>ème</sup> élection du parlement Européen  
José Manuel BARROSO président de la commission de 2004 à 2009

2004 **adhésion de 10 nouveaux pays : Pologne, Hongrie, Slovaquie, République Tchèque, Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovénie, Malte et Chypre**

### Contexte international :

**2003 CANCUN** (Mexique) négociation de mi-parcours du « Cycle du développement » de **DOHA**: pour une « libéralisation la plus poussée possible » de l'ensemble des secteurs de l'OMC

- Les produits agricoles
- L'investissement
- Les marchés publics
- La politique de concurrence
- La propriété intellectuelle
- Les services ( l'accord doit définir la matrice de privatisation des services)

C'est Pascal LAMY qui négocie pour l'ensemble des États de l'Union Européenne

- un nouvel « échec » pour l'harmonisation du commerce mondial
- réussite de la résistance à la mondialisation libérale sous l'influence des grands Pays du Sud ( Brésil, Inde et Chine)

Dans la mondialisation libérale, les États-Unis et l'Europe, ne parviennent plus à imposer leurs intérêts au reste du monde.

Changement de stratégie : on s'oriente vers des traités entre grandes région du monde  
ALENA ( Canada – EU-Mexique) CETA (UE – Canada) TAFTA (EU – UE)

2004 le « **Traité établissant une Constitution pour l'Europe** » (TCE) de 850 articles est adopté à Rome par les chefs d'États et de gouvernements de l'Union Européenne

2005 : Ratification de ce traité par les États membres.  
**Les Français et les Néerlandais**, appelés à voter par référendum, **refusent de ratifier le traité** signé par leurs dirigeants.

Une Conférence Inter-Gouvernementale reformule le Traité Constitutionnel Européen. Il est signé en décembre 2007 par les chefs d'États et de gouvernements de l'Union Européenne sous le nom de « **Traité de Lisbonne** » (traité modificatif, mini-traité, traité simplifié).

Le 12 juin 2008, **les Irlandais**, seul peuple appelé à voter par référendum, **rejettent le nouveau traité**.

### Contexte international :

**Été 2007 la crise des subprimes** provoque, par effet domino une crise bancaire, une crise de confiance généralisée, et une **crise du système capitaliste** dans la forme qui s'était imposée dans les années 1980.

- ↳ crise bancaire
  - ↳ crise économique
    - ↳ crise sociale
      - ↳ crise politique

- **Les États sauvent les Banques**



- **2012 – 2013 Le Traité sur la Stabilité, la coordination et la Gouvernance** de l'union économique et budgétaire : **T.S.C.G**
  - appelé aussi « traité Merkoso » ( Merkel - Sarkoso ) élaboré et signé en 2012, avec la « règle d'or » (déficit < à 0,5 % du PIB) et la réduction de la dette (5 % par an) il organise la « rigueur » en Europe
  - ratifié, en France, sans référendum par la France sous la Présidence socialiste de François Hollande (qui avait promis de le renégocier)

Juillet 2013 : **adhésion de la Croatie**

### 2014 : élection du Parlement européen par les citoyens des 28 pays

- **2014** : La commission européenne négocie avec le **Canada** et avec les **États-Unis** des accords de libre échange
- appelé pour les **États-Unis** : **Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement** (PTCI ou TAFTA en anglais) ou encore **Grand Marché Transatlantique** (GMT)

Ce projet envisage une libéralisation totale des marchés et de la circulation des capitaux.

Les risques :

- ✓ levée de toutes les normes sanitaires (exemple l'importation de viandes chlorées, OGM)
- ✓ nivellement par le bas des normes sociales et du droit du travail, remise en cause des services publics et de la protection sociale.
- ✓ pouvoir accru des multinationales pour accéder à l'exploitation des ressources dans tous les territoires (pétrole, gaz de schiste par exemple).
- ✓ institution d'un tribunal d'arbitrage privé : « **l'organe de règlement des différends** » entre les investisseurs (mis au même niveau que les états) et les États qui permettrait aux multinationales de remettre en cause les lois qui les gênent ou gênent la rentabilité de leurs investissements.

**2015** La gauche ( SYRIKA ) gagne les élections en Grèce.

La BCE intervient dès le lendemain, pour dire qu'elle ne finance plus le déficit de la Grèce si le gouvernement grec applique son programme

CODE :

En VERT :	International
ROUGE Foncé :	Commentaire Paul
ROSE :	Phrase fortes
BLEU :	Citations
VERT d'eau	Élection du Parlement
BLEU VERT Foncé	Élargissement à de nouveaux Pays